



Séance du 19 mars 2021 à 14 h

**Présidée par Marc Aicardi de Saint-Paul
Sous la coordination de Jean du Bois de Gaudusson et Christine Desouches**

*Soixante ans d'indépendances africaines
Dynamiques et perspectives*

Propos introductifs

Christine Desouches, Vice-présidente de la 3^{ème} section - ASOM

Monsieur le Président de de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer,
Monsieur le Secrétaire perpétuel,
Mesdames et Messieurs les Membres de l'Académie, chères Consœurs et chers Confrères,
Monsieur le Président de la troisième section,
Honorables invités,
Distingués intervenants,
Mesdames et Messieurs,

Après avoir répondu dans un premier temps sans hésiter à l'invite de notre Président de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer d'engager, en 2021, au sein de notre Formation, une réflexion sur ce qui est devenu depuis 1960 un rendez-vous décennal convenu d'études autour des Indépendances africaines, le Président de Gaudusson et moi-même nous sommes, dans un deuxième temps, effectivement surpris à nous interroger spontanément sur les objectifs, l'utilité, voire la pertinence d'un tel exercice déjà en lui-même décalé dans le temps, pour cause de pandémie.

D'autant que, contrairement aux multiples manifestations scientifiques d'envergure ayant marqué, en 2010, les célébrations du Cinquantième des Indépendances, tant dans chacun des Etats, qu'en bilatéral, à l'image des travaux réalisés dans le cadre de la Mission confiée au ministre Jacques Toubon, ou encore au niveau panafricain, à l'occasion par exemple du Symposium international tenu sous l'impulsion notre Confère et regretté ami, le Professeur Albert Tévoédjrè, à Cotonou, en décembre 2010, et dont le « Manifeste du Cinquantième » proclame que « l'Audace reste l'unique défi pour une Afrique nouvelle », la mobilisation autour du « Soixantième » est demeurée, COVID aidant, plutôt discrète.



Et, ce, en dépit d'heureuses initiatives auxquelles ont participé notre Secrétaire perpétuel, ainsi que nombre de nos Confrères et Invités, telles les Journées d'Etudes dédiées, en Novembre 2020, par la Faculté de droit de l'Université Catholique de Lille, au général de Gaulle et aux Décolonisations, ou comme la parution proche d'un numéro spécial sur la problématique qui nous rassemble, de la revue « Afrique contemporaine ».

Fallait-il voir dans cette discrétion l'expression d'un certain essoufflement, sans retombées substantielles sur le cours du destin des parties concernées, du rituel instauré dans le sillage de ce qui demeure un événement historique à portée nationale et internationale ayant, à travers l'accession à la souveraineté, en 1960, de 17 Etats africains, dont 14 anciennes colonies françaises, juridiquement, politiquement et symboliquement, largement clôturé l'entreprise globale de colonisation et de décolonisation, tout en ouvrant une nouvelle page de la coopération ?

Et ce en raison précisément de cette « routinisation », ou bien des controverses s'étant peu à peu attachées tant à la notion même d'indépendance confrontée au principe de réalité qu'au tandem conceptuel parfois opéré entre coopération et dépendance, ou peut-être, surtout, du supplément de vertu heuristique conféré à des séquences ultérieures endogènes également majeures, tels les cycles de Renouveau démocratique des années 1990, ayant tout autant sinon plus vocation à servir de légitime référence à une démarche collective de bilan et de prospective sur l'avenir du Continent et sur la contribution de ce dernier à la marche du monde ?

Fallait-il en conséquence tourner la page ou persévérer, mais autrement ?

Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire perpétuel,

Chères Consœurs, chers Confrères,

Distingués intervenants qui nous honorez de votre contribution en tant qu'acteurs et observateurs engagés de ces luttes et processus des Indépendances africaines, puis des politiques économiques, de construction de l'Etat et d'accompagnement qui s'en sont suivies, Maître Robert Dossou, cher Confrère, Monsieur Remy Rioux, Directeur général de l'Agence française de Développement (AFD), Messieurs les Professeurs Pierre Kipré et Francis Akindes, tous à la voix autorisée,

Dans le contexte de graves menaces de tous ordres auxquelles tous les pays sont aujourd'hui confrontés et qui se sont encore amplifiées et diversifiées de façon spectaculaire au cours de l'année 2020, appelant à un surcroît de cohésion sous des formes innovantes, mais, aussi, à l'heure de forte remise en cause de la lecture univoque du passé, des valeurs et des savoirs, incitant à investir, dans le dialogue, des paramètres affinés d'analyse de telles dynamiques dans leurs acquis, leurs pesanteurs et leurs promesses,



Telle a été notre option, encouragés par votre adhésion spontanée au principe de ce premier échange tenu sous les auspices de l'Académie et confortés par l'indépendance, à l'aune de l'expérience, de votre pensée.

D'abord pour toujours considérer, à travers des approches désormais résolument plurielles, ce soixantenaire, sinon comme un curseur véritablement opérationnel, mais bien comme un moment privilégié propice à la prise de la pleine mesure, à l'aune des ambitions initialement caressées, des stratégies mises en place, comme des Forces à l'œuvre dans les Etats concernés, tant à l'interne, qu'au niveau continental africain et international, avec la montée en puissance de l'Union africaine.

Ensuite pour profiter de l'opportunité qu'offre ce thème pour essayer de donner corps, notamment dans la perspective des travaux du Centenaire de notre Institution et en intégrant les réflexions pertinentes afférentes ayant cours dans chacune des Sections, à un cadre d'analyse, de concertation et de proposition sur les voies les plus appropriées, dans l'avenir, aussi bien de la gestion de l'interdépendance entre partenaires tous désormais mobilisés pour relever ensemble les défis devenus communs en matière de développement durable, de Justice, de démocratie, de paix et de sécurité humaine, que du Vivre ensemble pacifié au sein de nos sociétés, fondamentalement interpellées.

Tel est bien l'enjeu, en nous efforçant d'offrir, et plus spécialement aux jeunes générations, à la fois des repères solides aux débats partout en cours, en particulier autour de la mémoire, du fait colonial et de la diversité qui connaissent dans le même temps un regain d'intérêt, et des motifs d'espoir pour la réalisation d'un monde tolérant et plus solidaire au service de la dignité, de la liberté et du bien-être de tous.

Merci à chacun, y compris à toute l'équipe de l'ASOM, pour nous avoir permis de tenir le pari de cette séance, en dépit de conditions sanitaires et techniques si contraignantes, merci pour votre attention.